

# MANIFESTE FONDATEUR DU PS QUEER



## 1. Qui nous sommes

Nous sommes des personnes queer-féministes lesbiennes, gays, bisexuel-les, non-binaires, trans, sexuellement divergentes, agendre, fluides, asexuelles, ainsi que tout ce qui est à la fois hors et entre ces catégories.

Nous avons pris la décision de nous libérer des structures que la société nous a imposées, et nous voulons renverser non seulement le patriarcat, mais également les structures coloniales ainsi que le capitalisme. Nous sommes des personnes queer de gauche et avons ainsi décidé de devenir membres du PS, car personne n'est libre tant que tout le monde ne l'est pas.

*Out of the closet and into the streets* : hors du placard et dans la rue, dans les partis et les parlements, car notre voix mérite d'être entendue.

## 2. Comment nous travaillons

### a. Nous sommes intersectionnel-les

La solidarité est au cœur de la pensée socialiste. En pratique, cela signifie concevoir les mouvements de gauches comme un enchevêtrement de luttes politiques les plus diverses et se solidariser avec elles. C'est cette solidarité que nous revendiquons.

### b. Nous nous exprimons

Nous voulons utiliser notre accès aux organes du parti et aux institutions pour veiller à ce que la perspective queer ne soit pas négligée, que les réalités et expériences queer soient reconnues et que l'on donne la parole à celles et ceux qui ne l'ont pas autrement. Nous nous asseyons alors à la table lorsqu'il s'agit de thèmes qui concernent les personnes queer – afin que la politique ne se fasse non pas *malgré*, mais bien *avec* nous.

### c. Nous formons un réseau

L'engagement du PS en faveur des personnes queer doit être une évidence. Mais il doit être tout aussi évident que la communauté queer défende des valeurs de gauche. La discrimination, l'oppression et les préjugés ne sont pas dus à notre statut de personnes queer, mais aux structures normatives hétérosexuelles et cisgenres de notre société patriarcale et capitaliste. La libération des personnes queer ne peut venir que de la gauche, car aucune autre opinion politique ne place le bien-être de chaque



individu de manière aussi conséquente au centre de ses préoccupations. Nous devons en convaincre notre communauté queer et lutter côte à côte pour la liberté de tout-e-s.

#### d. Nous sommes partout

Être queer n'est pas le propre des grandes villes : les personnes queer sont omniprésentes et c'est pourquoi l'activisme queer doit également exister partout. Nous sommes actifs-ves dans tous les espaces, dans toutes les communautés, à la campagne comme à la montagne. Nous ne voulons pas seulement créer des espaces sécurisants (*safe spaces*), mais faire du monde entier un endroit où tout le monde se sent bien. Nous n'avons pas peur des défis, et notre engagement nous mène partout où il est nécessaire.

### 3. Ce que nous voulons

#### a. Droit d'asile

Aujourd'hui encore, les relations sexuelles entre personnes de même genre sont punies par la loi dans plus de soixante-dix pays du monde. Pourtant, une orientation sexuelle et/ou une identité de genre s'écartant de la norme cis-hétéro ne sont pas considérées comme un motif pour obtenir l'asile en Suisse.

A cela s'ajoute le fait que de nombreux-ses réfugié-es queer n'osent pas faire leur *coming out* dans les centres d'asile en raison du manque de soutien et d'accès aux offres d'asile existantes. Et ces problèmes ne concernent que celles et ceux qui parviennent à entrer en Suisse, car l'asile ne peut être demandé qu'à l'intérieur des frontières suisses.

La Suisse a la responsabilité de regarder au-delà de ses frontières et d'utiliser sa situation privilégiée pour atténuer et enfin surmonter les conséquences des inégalités mondiales. C'est pourquoi nous demandons qu'en Suisse :

- être queer soit reconnu comme raison pour l'obtention du droit d'asile et que ce droit soit mis en œuvre ;
- que la possibilité de déposer des demandes d'asile auprès des ambassades suisses soit à nouveau introduite ;
- que les perspectives féministes queer soient intégrées dans notre politique étrangère et économique.
- Sur le long terme, le droit de libre circulation et le droit de résidence sans restriction pour toutes les personnes

#### b. Sécurité sociale

Selon le Transgender Network Switzerland (TGNS), le taux de chômage des personnes trans en Suisse est de 20 %, soit cinq fois plus que la moyenne de la population. Les personnes queer subissent diverses discriminations qui ont pour



conséquence qu'elles sont désavantagées sur le marché du travail par rapport à leurs collègues cis/hétérosexuel-les. Nous sommes conscients que de nombreuses personnes queer dépendent des assurances sociales, que ce soit pour des raisons de chômage, d'invalidité ou autres.

C'est pourquoi l'amélioration des conditions de vie des personnes queer ne peut se faire que par une augmentation des normes sociales minimales.

C'est pourquoi nous voulons :

- Que la sécurité sociale et l'AVS offrent la possibilité d'une vie digne sur le plan humain ainsi qu'active sur le plan social.

#### c. Famille

Le mariage pour toutes et tous était un grand pas, certes tardif, vers plus d'égalité en Suisse. Entre l'émergence de cette revendication et sa réalisation, d'autres modèles de relations et de familles se sont développés et doivent désormais également être mis sur un pied d'égalité sur le plan juridique : des relations polyamoureuses aux familles recomposées en passant par les communautés, les gens ont cherché les formes les plus diverses dans lesquelles ils prennent soin les un-es des autres. Privilégier juridiquement le mariage hétérosexuel est un anachronisme que les forces réactionnaires maintiennent pour réaliser leur vision patriarcale de la société.

Le rôle de l'État n'est pas de hiérarchiser les modèles de relations basés sur le consensus, mais de leur offrir à tous une sécurité juridique et des possibilités égales. C'est pourquoi le PS Queer demande :

- A court terme : l'égalité totale entre le mariage homosexuel et le mariage hétérosexuel, en particulier dans le domaine de la procréation médicalement assistée ;
- A moyen terme : la possibilité de sécuriser juridiquement divers modèles de relations et de familles ;
- A long terme : l'abolition du mariage ;
- A moyen terme : l'abolition de la mention officielle du genre.

#### d. Formation

Nous passons une grande partie de notre jeunesse et au-delà dans des établissements d'enseignement. Souvent, les institutions ne parviennent cependant pas à protéger les personnes queer contre le harcèlement et la violence, ni à reconnaître de manière adéquate la diversité des genres et des orientations sexuelles. De plus, le harcèlement peut également provenir du personnel des établissements d'enseignement. Au cœur du problème se trouve la conception fondamentalement autoritaire de notre système scolaire. Ce système reflète et exerce des rapports de pouvoir et de discrimination qui sont en jeu dans la société dans son ensemble. Il n'est possible de dépasser cela qu'en modifiant fondamentalement notre système



d'éducation et de formation. Concrètement, nous avons besoin d'institutions éducatives qui placent l'être humain et ses besoins au centre de leurs préoccupations et qui offrent aux élèves la possibilité de participer aux décisions. Des écoles où s'épanouit une diversité véritable seraient la meilleure mesure contre les comportements homophobes et transphobes. L'État, en tant que garant de ces institutions, peut et doit les responsabiliser afin que celles-ci fonctionnent au service de toutes et tous. Il est nécessaire par exemple :

- Que les écoles s'engagent en faveur de la diversité, le communiquent ouvertement, et mettent à disposition des élèves des informations et ressources destinées aux enfants queer
- Que l'enseignement (en particulier en biologie et en éducation sexuelle) soit conçu de manière à tenir compte des diverses réalités queer de la vie.
- Qu'un langage adapté au genre devienne quotidien
- Que les écoles pratiquent une politique de zéro tolérance envers la discrimination et le harcèlement homophobe ou transphobe, au niveau du corps enseignant comme au niveau des élèves
- Que les écoles mettent à disposition des toilettes et des vestiaires non genrés, facile d'accès et de même qualité que les infrastructures genrées

#### e. Protection

En tant que groupe marginalisé, les personnes queer sont victimes de violence sous les formes les plus diverses et dans les lieux les plus variés. Cela se passe dans la rue sous forme de violence physique ou dans les thérapies de conversion sous forme de violence psychologique. Mais cela se passe aussi sous des formes moins évidentes et nommables dans la vie quotidienne : dans le cadre de la famille, au travail, à l'école, etc. Qu'il s'agisse d'exclusion sociale, de propos malveillants ou de blagues « bien intentionnées ».

En tant que queers, nous sommes cependant conscient-es qu'aucune mesure de protection pénale n'est durable. Dans un État bourgeois, la police et le système pénal sont les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie et sont des institutions fondamentalement réactionnaires. Ils n'hésiteraient jamais à se retourner contre nous. C'est pourquoi une libération queer effective ne peut se faire que par l'abolition de la police, des prisons et du système pénal dans son ensemble. Il faut tenir compte de cette forme particulière d'oppression et prendre des mesures pour nous protéger. C'est pourquoi nous voulons :

- Une interdiction au niveau national des thérapies de conversion ;
- Une offre de soutien généralisée pour les personnes en détresse psychologique ou physique sous forme de maisons d'accueil, de refuges, de centres de conseil et d'accueil, etc. ;



- Un plan d'action national contre la violence envers les personnes queer ;
- A long terme, l'abolition des forces de police et des prisons.

#### f. Santé

Que la santé soit historiquement un thème de la communauté queer ne devrait guère surprendre. Au plus tard depuis la crise du VIH, une grande partie de l'activisme de notre communauté se concentre sur notre santé. Même si, en termes d'ordre de grandeur, cela n'est pas comparable à l'échec conscient et délibéré de l'État lors de la crise du sida, on ne peut s'empêcher de reconnaître aujourd'hui des schémas similaires dans la politique de santé. Les données alarmantes sur la santé psychologique et physique des personnes queer abondent depuis longtemps. On cherche toutefois en vain des mesures politiques coordonnées visant à renforcer la santé psychologique et physique des minorités sexuelles et de genre.

A cela s'ajoute le fait que le personnel médical spécialisé n'est ni sensibilisé ni formé pour traiter les patient-es queer.

Les caisses d'assurance maladie privées sont également les ennemies des personnes queer, en faisant tout leur possible pour ne pas prendre en charge les coûts de nos traitements. C'est une conséquence logique de leur organisation en tant qu'entreprises privées, qui se consacrent davantage aux profits qu'aux personnes.

Parce que nous ne pouvons ni ne voulons plus rester spectateurs et spectatrices plus longtemps, nous demandons :

- Un plan d'action national pour la promotion de la santé mentale des personnes queer ;
- Une interdiction pénale des interventions de modification du sexe (chirurgicales et hormonales) sur les enfants intersexué-es et un plan d'action avec des mesures d'accompagnement pour une telle interdiction. ;
- La prise en charge de la PrEP, de la contraception et du dépistage de toutes les IST/MST par l'assurance maladie de base
- L'introduction d'une caisse maladie nationale unique
- Un quota annuel minimum de médecins formé-es à la santé queer, notamment dans les domaines de la chirurgie et de la santé sexuelle.
- La prise en charge complète des soins de santé mentale par l'assurance maladie de base sans augmentation des coûts pour les personnes assurées
- La prise au sérieux et l'action immédiate du gouvernement contre les maladies infectieuses touchant principalement les communautés queer
- Le droit à l'avortement sans restriction, et la suppression de la mention de l'avortement dans le Code Pénal

La santé des personnes trans mérite une attention particulière dans ce domaine :



Les personnes trans comptent parmi les meilleurs témoins du contrôle que la médecine peut exercer aujourd'hui sur l'autodétermination physique des personnes. Bien que les patient-es soient les expert-es de leur propre santé physique, les médecins leur refusent l'accès aux traitements dont ils ont besoin ou ne les autorisent qu'après des examens inutiles, extensifs et invasifs. En tant que socialistes, nous pensons que l'être humain est libre de disposer de son propre corps.

C'est pourquoi nous demandons :

- A court terme, la prise en charge des frais de transition à l'étranger ;
- Accès à la transition médicale sans conditions préalables.

#### g. Espace

La vie queer s'est toujours déroulée en personne. En effet, malgré le développement d'alternatives numériques, les *cruising spots*, les bars, les lieux de rencontre pour les jeunes, etc. restent le cœur de notre communauté. L'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier fait que ces espaces deviennent de plus en plus chers ou même disparaissent complètement. Cela prive la communauté de ses moyens d'existence. L'échange personnel avec d'autres personnes queer est une partie cruciale importante du *coming-out*.

Notre communauté a besoin d'espace et les organisations qui se créent partout, en particulier, ont besoin de lieux où elles peuvent se rencontrer dans un environnement sûr et inclusif. C'est pourquoi nous voulons :

- Un réseau d'espaces sans consommation dans toute la Suisse ;
- La nationalisation progressive du parc immobilier ;
- La location à prix coûtant.
- A court terme, l'amélioration quantitative et qualitative du dispositif d'hébergement pour les personnes sans abri
- A long terme, le respect du droit au logement pour toutes les personnes

#### h. Travail du sexe

En raison des discriminations existantes dans la vie professionnelle, les personnes queer, et surtout les femmes trans, sont souvent déplacées vers l'économie parallèle – pour beaucoup, cela signifie le travail du sexe. Actuellement, le travail du sexe est réglementé au niveau cantonal, et dans de nombreux cantons, il est sous le contrôle de la police. Les personnes qui pratiquent le travail du sexe ne sont pas protégées par l'État, mais traitées comme un danger. Il convient notamment de souligner que le modèle suédois ne garantit pas une protection adéquate des travailleurs du sexe. La



législation complète et la réglementation correspondante avec la protection des travailleurs du sexe comme maxime sont la seule voie possible.

C'est pourquoi nous demandons :

- Des campagnes régulières contre le VIH et les IST officiellement soutenues ;
- Une réglementation publique adéquate du travail du sexe.

#### i. Économie

La doctrine néo-libérale de ces dernières décennies a aggravé les inégalités économiques. Statistiquement, les personnes queer sont plus précaires, et donc sont en moyenne plus confrontées aux conséquences néfastes du capitalisme que les personnes cishétérosexuelles. La lutte pour une économie juste et solidaire soulagera en particulier la communauté queer. En tant que socialistes, nous devons exiger une répartition égalitaire des richesses, des conditions de vie matérielles confortables pour toute la population, et des conditions de travail qui permettent l'épanouissement. Les mesures concrètes pour construire une économie juste incluent :

- L'introduction au niveau national d'un salaires minimum suffisant
- La mise en place d'un écart maximum entre les salaires les plus bas et les plus hauts dans une même entreprise
- Le raccourcissement de la semaine de travail
- À long terme, le dépassement du capitalisme